

Quand Monsieur Pisa parle du pacte

ENSEIGNEMENT Il appelle à associer étroitement les enseignants à l'opération

► **Andreas Schleicher, le Monsieur Pisa de l'OCDE, est en conférence ce jeudi à Bruxelles.**
 ► **Objectif : mettre en perspective son expérience de chercheur avec le Pacte d'excellence.**

Andreas Schleicher... Soyons de bon compte, le nom ne dit sans doute pas grand-chose au commun des mortels. Si, par contre, on l'associe à « Pisa », son évocation prend tout de suite une autre tournure. Andreas Schleicher dirige en effet le département Éducation et Compétences de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). A ce titre, il est le fondateur du « Programme international pour le suivi des acquis des élèves », le fameux programme Pisa.

Ce jeudi soir à Bruxelles (dans les locaux de l'UCLouvain Saint-Louis), il donnera une conférence sur le thème « L'école de demain et le Pacte d'excellence ».

Il y sera accueilli en guest-star : la conférence est sold out, 720 personnes ont réservé leur place alors que 150 sont sur liste d'attente... C'est qu'on attend d'Andreas Schleicher qu'il mette en perspective son expérience de chercheur avec la réforme systématique de la Fédération Wallonie-Bruxelles. C'est l'occasion de revenir sur les principaux enseignements de Pisa.

1 Presque derniers Rappelons en préambule que les tests Pisa ne mesurent pas un quelconque quotient intellectuel. En revanche, ils évaluent la capacité des élèves de 15 ans à utiliser, dans la société actuelle, les savoirs et savoir-faire acquis à travers leur parcours scolaire. En comparant entre eux les systèmes d'enseignement au niveau international, ils mesurent également l'efficacité et l'équité propre à ces systèmes.

A ce propos, ce n'est plus un secret, avec 486 points (aux tests de 2015), les élèves belges francophones stagnent en queue de peloton depuis un bon bout de temps. A titre de comparaison, presque tous les pays voisins présentent de meilleures performances. De même, retenons que 80 % des Européens se classent mieux que les Belges franco-

phones. De son côté, avec 516 points, la Flandre caracole dans le groupe de tête. Certes, mais elle a tout de même perdu une vingtaine de points depuis le début des années 2000.

2 Champions de l'inégalité Par contre, les deux Communautés du pays s'y entendent pour organiser un système scolaire particulièrement inéquitable. Pisa tente en effet d'expliquer les différences de résultats entre adolescents. Il apparaît qu'en Belgique, un cinquième de ces différences peut être attribué au statut socio-économique (plus il est haut, plus les résultats Pisa ont des chances d'être élevés). Seules la France, la Hongrie et la Slovaquie font moins bien que nous sur ce sujet alors que des pays comme la Norvège, l'Islande ou le Canada ont réduit à peu de chose l'impact du niveau socio-économique sur leurs résultats.

3 Changer la donne Des experts ont calculé que la Fédération Wallonie-Bruxelles serait capable de combler l'écart avec la

Flandre simplement en améliorant l'équité du système tout en maintenant le niveau de ses élèves à indice socio-économique élevé. Améliorer le système et son équité... c'est précisément ce

à quoi s'emploie le Pacte pour un enseignement d'excellence. « Il faut rappeler, précise Andreas Schleicher, qu'un pays comme Singapour, qui se trouvait en queue de peloton d'un point de vue éducationnel, est aujourd'hui en tête des classements. Ce-

la montre que l'on peut changer les choses, en Europe également. » Pour y parvenir, la Communauté française s'est assignée des objectifs chiffrés. D'abord obtenir, d'ici 2030, des scores Pisa en ligne avec la moyenne des pays voisins, soit 16 points de plus. Ensuite, réduire le taux de redoublement et de décrochage scolaire de 50 %. Enfin, ramener à 17 % au lieu de 21 %, la variation des résultats expliquée par le niveau social. Possible ? Les ex-

perts convoquent l'exemple du Chili, de la Lettonie ou de la Saxe qui, en implémentant des réformes systémiques semblables au Pacte d'excellence, ont amélioré leurs scores Pisa de 25 à 30 points en... six ans. Andreas Schleicher ajoute : « Les réformes menées en Belgique iront dans le bon sens, si elles associent les enseignants à la conception même de ces réformes. » ■

ÉRIC BURGRAFF
MARIE THIEFFRY

ENTRETIEN

« L'éducation est-elle une priorité ? »

Il existe de grandes disparités entre les systèmes éducatifs au sein de l'Union européenne. Pourquoi ? C'est un fait. Tout dépend des politiques, des pratiques mises en place, de la culture éducative de chaque pays : l'éducation y est-elle une priorité ? C'est la question essentielle que les différents gouvernements devraient garder en tête. Ces disparités appellent d'autres questions. En ce qui concerne les enseignants : comment les paye-t-on, quelles carrières leur offre-t-

on ? Sommes-nous capables d'attirer les meilleurs professeurs dans les classes les plus difficiles ? Pour ce qui est des programmes : enseigne-t-on vraiment ce qui est capital pour le futur ? Regarde-t-on en dehors de ses frontières pour les construire ? Nous savons très bien faire cours sur notre passé, mais très peu sur le futur et comment y préparer nos jeunes.

Vous parlez de développer les « soft skills », ces compétences humaines et relationnelles distinctes des « hard skills » que sont les diplômes et certifications officielles. Comment les institutions d'aujourd'hui peuvent-elles s'adapter et

intégrer ces « nouvelles » compétences ?

C'est un défi évident. Les « soft skills » font partie de ce que l'on attend des jeunes aujourd'hui sur le marché de l'emploi : qu'ils sachent se remettre en question en permanence et apprendre tout au long de leur vie. L'existence des institutions pédagogiques n'est pas pour autant remise en question. Il convient plutôt de s'interroger sur ce qu'elles enseignent, comment elles l'enseignent, où et quand. Je ne crois pas qu'il sera nécessaire d'étudier davantage dans le futur mais plutôt d'intégrer le monde professionnel plus tôt dans la formation et d'être

en mesure de savoir prendre des décisions rapides et efficaces en matière d'enseignement.

Comment ?

En développant des environnements d'apprentissage qui donnent davantage de temps aux étudiants et plus de place pour différentes activités « hors des murs ». C'est ce vers quoi on tend : passer de l'apprentissage « passif » à l'apprentissage « actif ». Pour quoi les élèves devraient-ils écouter les résultats d'une expérience de la bouche de leur professeur alors qu'ils peuvent l'acquérir eux-mêmes ? Pourquoi devraient-ils apprendre sur la nature et

la biodiversité alors qu'ils pourraient en faire l'expérience eux-mêmes sur le terrain ? Aller au musée pour apprendre l'histoire plutôt que d'être assis derrière son manuel est aussi une manière d'expérimenter, d'être actif par rapport à ce que l'on apprend. Apprendre doit désormais relever de l'expérimentation. L'informatisation permet aux élèves de devenir acteurs de leur formation. Beaucoup de choses peuvent être faites pour stimuler l'apprentissage actif. Il existe de nombreux bons exemples, mais nous ne regardons pas assez hors de notre système éducatif national.

M.T.H.